

**Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement**  
**Conseil d'administration**  
**Séance du 25 juin 2025**

**Délibération n° 5.8**

Le 25 juin 2025, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 22

Membres représentés (procuration) : 14

Quorum : 19

**Point 5 – Formation et recherche**

**Délibération 5.8 – Exonération des droits d'inscription**

**Visas :**

Vu le code de l'éducation et notamment ses article R.719-49, R.719-50 et R.719-50-1 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment son article R.812-24 ;

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 13 août 2024 fixant le montant des droits de scolarité dans les établissements d'enseignement supérieur agricole publics pour l'année universitaire 2024-2025 ;

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre de l'accompagnement des étudiants de l'Institut Agro et pour prendre en compte les situations personnelles des étudiants non boursiers et les difficultés ponctuelles qu'ils peuvent rencontrer, l'établissement peut les exonérer sur la base de critères fixés annuellement par le conseil d'administration.

L'article R.719-50 du code de l'éducation, énonce que « peuvent en outre bénéficier d'une exonération du paiement des droits d'inscription :

1° les étudiants qui en font la demande en raison de leur situation personnelle, notamment les réfugiés et les travailleurs privés d'emploi ;

2° Les étudiants dont l'inscription répond aux orientations stratégiques de l'établissement.

La décision est prise par le président de l'établissement en application de critères généraux et des orientations stratégiques fixés par le conseil d'administration, dans la limite de 10 % des étudiants inscrits [...].

L'exonération peut être totale ou partielle » ;

Il appartient au conseil d'administration de fixer les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national de l'enseignement supérieur agricole et universitaire délivré par l'établissement au bénéfice des étudiants, dans la limite des 10 % des étudiants inscrits ;

Ce plafond des 10 % des étudiants inscrits, conformément à l'article R.719-50-1 du code de l'éducation, n'est pas applicable pour les exonérations accordées aux étudiants :

1° En application d'un accord conclu entre l'établissement concerné et un autre établissement conformément à l'article L.123-7-1 du code de l'éducation ;

2° Dans le cadre d'un programme européen ou international d'accueil d'étudiants en mobilité internationale ;

3° Qui suivent un enseignement à distance depuis un Etat situé hors de l'Espace économique européen ;

4° Qui suivent un enseignement dispensé dans un établissement étranger en application d'une convention conclue avec un établissement français ;

5° Hospitalisés ou détenus dans un établissement pénitentiaire ou un établissement de santé habilité à recevoir des détenus et suivant un enseignement à distance.

Ne rentrent pas dans le champ d'intervention de cette délibération, les étudiants bénéficiaires d'une bourse d'enseignement supérieur accordée par l'Etat et les pupilles de la Nation qui sont, de plein droit, exonérés du paiement des droits d'inscription conformément à l'article R.719-49 du code de l'éducation.

Les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription sont identiques à ceux de l'an dernier.

Sur l'année universitaire 2024/ 2025 les exonérations au niveau établissement ont concerné 2,6% d'étudiants répartis ainsi par école 1% pour Dijon, 1,4% pour Rennes Angers et 5,5% pour Montpellier, représentant un montant de 276 811 €.

**ADOPTÉ :** à l'unanimité des suffrages exprimés

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 25 juin 2025, approuve les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription, afférents à la préparation d'un diplôme national de l'enseignement supérieur agricole et universitaire délivré par les écoles de l'Institut Agro, suivants :

Article 1 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes, les étudiants bénéficiant du statut de réfugiés ou du statut de demandeurs d'asile ou de la protection subsidiaire ou dont le père, la mère ou le tuteur légal bénéficie de ce statut ou de cette protection sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école).

Article 2 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leur demande, les étudiants ayant la qualité de travailleur privé d'emploi sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école).

Article 3 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leur demande, les étudiants boursiers du gouvernement français dont boursiers Eiffel sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école).

Article 4 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription pour les années de prolongation de leur cursus, sur leur demande, les étudiants nécessitant une adaptation de la durée de leur formation : étudiants en situation de handicap, étudiants ayant une raison médicale avérée, étudiants artistes ou sportifs de haut niveau, étudiant attestant du statut d'étudiant entrepreneur, les étudiants chargés de famille, sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école).

Article 5 : Peuvent être exonérés partiellement ou totalement de leurs droits d'inscription, de leurs frais de formation et/ou de leurs coûts pédagogiques tel que prévu dans la convention de partenariat avec un établissement étranger, les étudiants en double diplôme ingénieur ou master pour une ou plusieurs années de leur cursus ou en raison de leur situation personnelle particulière au sens de l'article R.719-50 du code de l'éducation nécessitant un allongement de la durée des études, sur leur demande, et sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école);

Article 6 : En cohérence avec la stratégie internationale de L'Institut Agro et afin de renforcer l'attractivité à l'international des diplômes de l'établissement, peuvent être exonérés partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes et en fonction de leur situation, les étudiants extracommunautaires admis dans une formation de l'Institut Agro sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école). L'exonération ramène les droits d'inscription à hauteur des droits acquittés par les étudiants nationaux et communautaires.

Article 7 : Peuvent être exonérés totalement les étudiants bénéficiaires d'une aide spécifique annuelle du ministère en charge de l'agriculture sur décision de la directrice général (ou de la directrice ou du directeur d'école).

Article 8 : Peuvent être exonérés partiellement ou totalement de leurs droits d'inscription et/ou de leurs frais pédagogiques, sur leurs demandes, les étudiants en situation exceptionnelle ou très particulière qui n'est pas liée à leur niveau de compétences ou de connaissances.

Article 9 : Les décisions d'exonérations partielles et totales ne pourront dépasser le seuil de 10% des étudiants inscrits dans l'établissement à l'exception des cas mentionnés aux articles R.719-49 et R.719-50-1 du code de l'éducation non soumis à cette disposition.

Article 10 : Le directeur général rend compte chaque année au conseil d'administration des exonérations accordées.

Fait le 25 juin 2025.

**Le Président du conseil d'administration,  
Dominique Chargé.**